

COMMUNIQUE DE SYRIZA PARIS : NOUS DISONS NON AU CHANTAGE ET AUX ULTIMATUMS

Syriza
Paris

30 juin
2015

Un beau jour s'est levé dans le ciel de la Grèce et de toute l'Europe



Un beau jour s'est levé dans le ciel de la Grèce et de toute l'Europe

Le Premier Ministre grec, Alexis Tsipras, a invité le peuple à décider souverainement de son avenir, par un référendum organisé le 5 juillet.

Il ne s'agit pas d'une histoire entre la Grèce et l'Europe, mais de deux visions de l'Europe.

La notre : celle de la démocratie et de la solidarité,

La leur : celle du refus de la justice sociale et du développement, qui piétine la démocratie, qui s'attaque à la protection des plus vulnérables, qui s'oppose à la taxation des riches et ignore les besoins écologiques

Le gouvernement grec a livré un rude combat dans des conditions d'asphyxie financière inouïes avec comme intention d'aboutir à un accord viable et mutuellement bénéfique avec ses partenaires.

Après cinq mois de négociations, les institutions en sont venues à poser un ultimatum qui contrevient aux principes de l'UE et sape la relance de l'économie grecque et la protection des conditions sociales.

La troïka a bien décidée : le model unique néolibéral doit continuer en Grèce, comme dans tous les pays européens. Tolérance zéro à la Démocratie.

Cinq mois de chantage de la part de la Troïka , cinq ans de crise humanitaire, économique et financière, cinq ans de soumission aux diktats des créanciers, ça SUFFIT.

La dernière proposition des créanciers du 25 Juin était un ultimatum. Son contenu était inacceptable et pratiquement non-négociable. Il constituait une proposition désastreuse pour l'économie et humiliante pour le peuple grec. Une proposition accompagnée du chantage « The Game is Over » lancé par Donald Tusk à Alexis Tsipras. Le premier ministre grec lui avait répondu : « *5 millions de personnes au chômage, 3 millions de pauvres et des milliers de familles sans revenus, vivant grâce aux retraites des grands-parents, ne sont pas un jeu* ».

Les 18 ministres de l'Eurogroupe, ont piétiné une fois de plus la démocratie en Europe.

Hier le ministre grec des Finances Yannis Varoufakis a été exclu de l'Eurogroupe,

Hier, même, ont décidé de ne pas reconduire le programme de financement après le 30 juin. Ils ont refusé la proposition grecque de donner la possibilité au peuple de se prononcer au référendum sans menaces de banqueroute. Le Eurogroupe n'a pas eu aucune considération aux probabilités d'éventuelles conséquences pour la zone Euro.

Les élites politiques des 18 pays membres, Wolfgang Schäuble en tête, ne se sont même pas souciés des apparences démocratiques.

Ce serait vraiment un problème si les ministres des Finances étendaient le programme de l'ELA pour quelques jours de plus ? Ils seront confrontés et jugés par l'histoire et par leurs propres peuples.

Il est évident qu'ils s'efforcent de faire échouer l'unique gouvernement de gauche de l'UE.

Le moment est critique. La décision unanime du gouvernement grec est arrivée, décision de confier au peuple grec le choix entre soumission et souveraineté populaire, entre poursuite de la crise et effort de redressement économique et social.

Le peuple grec est appelé à dire :

NON aux diktats néolibéraux.

OUI au droit des peuples à décider de leur avenir.

NON à l'émigration de nos jeunes.

OUI aux efforts pour un avenir d'emploi, d'éducation et de perspectives ouvertes devant eux.

NON à une Union Européenne soumise aux appétits des créanciers.

OUI à la refondation de l'UE sur des bases de démocratie, de dignité, de droit du travail, de solidarité sociale et internationale.

Pour fonder une telle perspective le peuple grec se lèvera à la hauteur de son glorieux héritage historique, à la hauteur de ses sacrifices récents.

Nous sommes décidés à ne pas nous coucher

Nous invitons le peuple français, les partis de la gauche et tous les mouvements et associations à manifester leur solidarité avec le peuple grec et leur rejet des diktats de l'austérité.

NON aux chantages et aux ultimatums NON à la faillite sociale

NON aux mémoranda et à l'austérité

Pour la dignité et le bien-être des peuples européens

Pour une Europe démocratique, sociale et solidaire

Le Jeudi 2 juillet 18 h 30 à la Bastille nous disons #NON à l'ultimatum des créanciers, oui à la démocratie.

Publié le 29 juin 2015 par Vangelis Goulas.

»» <http://syriza-fr.org/2015/06/29/communique-de-syriza-paris-nous-disons...>